Le Canada et la tentative de coup d'État au Venezuela

Le fils des événements et le rôle joué par le Canada

Mai 2017 : Justin Trudeau a rencontré Lilian Tintori, épouse et émissaire du chef du parti Voluntad Popular (celui que dirige maintenant Juan Guaidó), emprisonné au Venezuela pour incitation à la violence.

Le 8 août 2017, le Canada a pris la direction du Groupe de Lima lors de sa création et a joué un rôle très actif au sein de cette alliance ad hoc de 14 des 33 États membres de l'OEA, réunis pour délégitimer le gouvernement Maduro.

5 septembre 2017 : Création de l'Association entre le Canada et les États-Unis, et appel (à ses 2 membres) à prendre des mesures économiques à l'encontre du Venezuela ainsi qu'à l'encontre des personnes contribuant activement à la situation actuelle au Venezuela, et donc implicitement à ceux qui appuient Maduro.

Le 20 mai 2018 ont lieu des élections présidentielles anticipées, remportées par Nicolás Maduro avec 67 % des voix. Ces élections ont été largement boycottées par l'opposition et d'ailleurs Le Canada a empêché les ressortissants du Venezuela habitant ici de voter lors des élections. Les États-Unis, les pays membres du Groupe de Lima (dont le Canada) et plusieurs pays européens n'ont reconnu ni l'Assemblée nationale constituante, ni le résultat des élections présidentielles.

Le 26 septembre 2018, le Canada et 5 pays d'Amérique du Sud demandent formellement au Tribunal pénal international de mener une enquête sur le gouvernement Maduro; c'est la première fois que le Canada pose un tel geste en 20 ans de participation au TPI.

10 janvier 2019 : Investiture de Maduro pour un second mandat.

Un article d'*AP News* faisant état des préparatifs du coup d'État à partir de la mi-décembre 2018 a souligné le rôle actif du Canada dans cette crise. L'article rapporte que le Canada a joué un rôle important dans les coulisses et révèle que la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a eu une conversation avec Juan Guaidó, le 9 janvier, soit le soir précédant l'investiture de Maduro, pour le féliciter d'avoir unifié les forces d'opposition et lui offrir le soutien du Canada s'il décidait de confronter Maduro. Ceci, deux semaines AVANT que Guaidó s'autoproclame président!

Le 23 janvier 2019, Juan Guaidó s'autoproclame président du Venezuela. La veille, Guaidó avait reçu l'appui officiel du vice-président des États-Unis, Mike Pence. Après les É.-U., le Canada a

été un des premiers pays à le reconnaitre officiellement. En fait, l'annonce de l'autoproclamation n'était pas une surprise puisque le Canada avait été mis au courant avant.

Par ailleurs, Justin Trudeau lui-même avait contacté les dirigeants de France, d'Espagne, du Paraguay, d'Irlande, et de Colombie ainsi que le FMI et l'Union européenne pour les inciter à participer à la campagne contre le Venezuela.

Le 4 février 2019, le Canada convoque une réunion d'urgence du Groupe de Lima et « d'autres participants » à Ottawa pour « discuter de l'appui à Juan Guaidó, président par intérim du Venezuela, et pour explorer les moyens par lesquels la communauté internationale peut soutenir davantage le peuple du Venezuela. »

À l'issue de sa réunion d'urgence, le Groupe de Lima a émis une déclaration en 17 points (non endossée par le Mexique, la Guyane et Sainte-Lucie) qui consolide le coup de force en cours :

- en accueillant Guaidó comme membre du Groupe;
- en reconnaissant les diplomates qu'il a nommés dans leurs pays;
- en renonçant d'avance à tout dialogue avec le gouvernement Maduro;
- en appelant l'armée vénézuélienne à soutenir Guaidó;
- en appelant « les membres de la communauté internationale à prendre des mesures pour empêcher le régime Maduro d'effectuer des transactions financières à l'étranger, d'accéder aux avoirs internationaux du Venezuela et de faire des affaires dans les domaines du pétrole, de l'or et d'autres avoirs ».

Donc, lorsqu'on revoit le fil des événements, il ressort assez clairement qu'au delà de l'appui à Juan Guaidó au lendemain de son auto-proclamation, le Canada a été un acteur important dans la mise en scène même de ce scénario visant un coup d'état contre le gouvernement Maduro.

D'une part, il a imposé des sanctions économiques contre le Venezuela et des hauts fonctionnaires de son gouvernement, en étroite concertation avec les États-Unis. D'autre part, le Canada a été l'un des tout premiers pays à reconnaître l'autoproclamation de Juan Guaidó. Le Canada a été impliqué dans la genèse même de ce scénario visant un coup d'état contre le gouvernement Maduro et est donc partie prenante de ce projet de coup d'État.

Le Groupe de Lima a exprimé son refus d'une intervention militaire externe. Toutefois, quand on sait que Juan Guaido s'est dit prêt à autoriser une intervention militaire des États-Unis, cette déclaration du Groupe de Lima – qui maintient une collaboration très étroite avec les États-Unis – a de quoi nous laisser plutôt sceptiques. Surtout que le groupe a récemment adressé des mises en garde aux membres de l'armée vénézuélienne, exigeant qu'ils mettent fin à leur allégeance au gouvernement Maduro, sous peine de punitions sévères. Dans les faits, le Groupe

de Lima fait la promotion d'un coup d'État militaire, se rendant ainsi complice d'une opération qui exposerait le pays à une escalade de violence désastreuse, voire à une guerre civile.

Tout cela n'est pas sans rappeler le rôle du Canada dans le coup d'État qui a renversé le gouvernement Aristide en Haïti en 2004, ni sa participation, aux côtés des États-Unis, dans de nombreuses guerres – souvent illégales et toujours dévastatrices – en Irak (1991), en Somalie (1993), en Yougoslavie (1999), en Afghanistan (2001-2014), en Libye (2011), en Irak et en Syrie (2014-2019).

Avant d'aller plus loin, je précise que la position du Collectif Échec à la guerre ne doit d'aucune manière être interprétée comme un appui aux politiques du gouvernement Maduro, pas plus que notre opposition à l'invasion de l'Irak n'était un appui aux politiques de Saddam Hussein. Nous réaffirmons simplement qu'un coup d'état fomenté par des puissances étrangères, visant un changement de régime, va à l'encontre du droit international, bafoue le principe de la souveraineté des peuples et n'est jamais acceptable. C'est aux peuples concernés de disposer de leurs dirigeants, selon l'évaluation qu'ils en font et les moyens qu'ils choisissent.

Le paravent de l'aide humanitaire, les mensonges et les vérités tronquées

Tout comme ce fut le cas pour l'Irak et la Libye, le Canada justifie ces actions - illégales en vertu du droit international - avec le même discours aux apparences humanitaires d'« engagement à promouvoir et à protéger la démocratie et les droits de la personne » et de venir en aide à la population « affamée par le régime ». Pourtant, avec John Bolton et Elliot Abrams au gouvernail, il ne devrait pas y avoir de doute : le changement de régime au Venezuela n'a pas pour objectif de protéger les droits humains et la démocratie!

Alors qu'il est vrai que le Venezuela faisait face depuis un certain temps à de sérieux problèmes internes, il n'en demeure pas moins que les sanctions économiques n'ont pas été sans effets et ont même contribué à exacerber la crise.

Le journaliste John Pilger fait d'ailleurs remarquer que la guerre économique des États-Unis visant à faire chuter le prix du pétrole sur les marchés et les sanctions économiques imposées ont eu des conséquences catastrophiques pour le Venezuela. Sur une période d'un an, de septembre 2017 à août 2018, les revenus pétroliers du Venezuela auraient chuté de 6 milliards de US $.

Les conséquences des nouvelles sanctions étasuniennes imposées en janvier 2019 seront encore plus graves. En février, l'arrêt des importations étasuniennes de pétrole a fait chuter, d'un coup, les exportations vénézuéliennes de 40 %. Au total, pour l'année 2019, le gouvernement Trump estime que ces nouvelles sanctions priveront le gouvernement du

Venezuela de ses plus importantes sources de revenus et de devises étrangères, en l'empêchant d'accéder à 7 milliards US $ d'actifs financiers aux États-Unis et en provoquant une chute des exportations de 11 milliards US $.

Rappelons que les sanctions visaient : « à prendre des mesures pour empêcher le régime Maduro d'effectuer des transactions financières à l'étranger, d'accéder aux avoirs internationaux du Venezuela et de faire des affaires dans les domaines du pétrole, de l'or et d'autres avoirs ».

Selon Alfred de Zayas, ex-secrétaire du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU et rapporteur spécial des Nations Unies au Venezuela en 2017 et 2018, les sanctions économiques étrangères, la « guerre économique » pratiquée par les États-Unis, l'Union européenne et le Canada, constitue un facteur significatif de la crise économique. À la lumière additionnelle des plus récentes sanctions et de la mise en scène orchestrée autour de la livraison de la prétendue « aide humanitaire » des États-Unis en février dernier, ce passage de son rapport, remis en septembre 2018, est percutant :

> « Les sanctions et les blocus économiques modernes sont comparables aux sièges médiévaux des villes avec l'intention de les forcer à se rendre. Les sanctions du 21e siècle essaient de mettre à genoux non seulement des villes, mais des pays souverains. Une différence, peut-être, est que les sanctions du 21e siècle sont accompagnées d'**une manipulation de l'opinion publique à travers des nouvelles fallacieuses, des relations publiques agressives et une rhétorique de pseudo-droits humains** donnant l'impression qu'une 'fin' humanitaire justifie des moyens criminels. » (Article 37)

En effet, il est assez ironique de voir les pyromanes tout d'un coup se transformer en pompiers en envoyant de l'aide humanitaire après avoir étouffé le pays avec des sanctions économiques! Nous assistons actuellement à une mise en scène sordide – à laquelle plusieurs médias contribuent allégrement – autour de la livraison de quelques vingt millions de dollars en nourriture et en médicaments – ce qui est une somme ridicule quand on prive le pays de milliards de dollars en revenus. Nous assistons donc à un chantage à l'aide humanitaire éhonté qui pourrait bien devenir le prétexte d'une intervention militaire prochaine et que certains qualifie de « militarisation de l'aide humanitaire ». Pourtant, le 9 février, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, avait rappelé via son porte-parole, Stéphane Dujarric, que « l'aide humanitaire devrait être basée sur les besoins et dispensée dans le respect des principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance » et « devait demeurer indépendante d'objectifs politiques, militaires, ou autres ».

Or, la semaine dernière, une photo a circulé de camions transportant des médicaments et des vivres, qui auraient été mis en feu sous les ordres de Maduro. Cela a immédiatement été décrié

par tous, Trump en tête. Eh bien, quelques jours plus tard, le New York Times a révélé (film à l'appui) que c'est plutôt un cocktail Molotov lancé par des sympathisants de Guaidó qui aurait mis le feu. De plus, le NY Times révèle qu'il n'y avait pas de médicaments dans le camion. L'Agence des États-Unis pour le développement international, principal fournisseur de l'aide sur le pont, n'a pas inscrit de médicaments parmi ses dons. Mais comme toujours ce démenti arrive trop tard -- ces images ont circulé de manière virale et ont laissé leur empreinte dans l'imaginaire collectif.

Il semble que ce soit du même acabit que la mise-en-scène des bébés arrachés des incubateurs (1991) et les armes de destruction massives (2003) dans le cas de l'Irak. J'avoue que cela me choque profondément… Nous devons trouver les moyens de résister à de telles manipulations!

Cela soulève plusieurs questions. Comment ceux-là même qui imposent les sanctions économiques qui ont contribué à étouffer le Venezuela, peuvent-ils du même coup menacer de recourir à la force pour ouvrir la frontière à une soi-disant aide humanitaire? Si l'aide est réellement humanitaire, pourquoi est-elle assujettie à des conditions politiques?

Comment peut-on accorder une quelconque crédibilité aux motifs humanitaires invoqués par les États-Unis et le groupe de Lima pour appuyer Juan Guaidó? Comment peut-on accorder une quelconque crédibilité aux motifs humanitaires invoqués par Chrystia Freeland alors que la Canada n'accorde que très peu d'attention à d'autres crises tout aussi « humanitaires », notamment au Yémen, en Haïti et à Gaza?

Comment expliquer que le Canada s'engage à promouvoir et à protéger la démocratie et les droits de la personne au Venezuela alors qu'il accueille à bras ouvert Jair Bolsonaro, le nouveau président d'extrême-droite du Brésil, misogyne et raciste, qui incite à descendre à bout portant les militants du Parti des travailleurs, les sans terre et les autochtones?

Pourquoi le Canada ne se préoccupe-t-il pas des droits de la personne en Arabie saoudite? Tout cela est aussi crédible que Stephen Harper qui prétendait s'inquiéter des droits des femmes au Moyen-Orient.

Nous devons en découdre avec ces arguments humanitaires pour justifier des interventions militaires et des changements de régime qui n'ont d'autres fonctions que de protéger des intérêts tout autres.

Quels sont les intérêts d'un changement de régime pour le Canada?
Le pétrole et les intérêts canadiens dans les mines

En fait, l'intérêt du Canada à participer au coup de force pour un changement de régime au Venezuela relève de la même logique que celle des États-Unis : s'assurer que les régimes en place laissent les portes ouvertes aux entreprises minières pour l'exploitation des ressources avec le moins de contraintes possible.

Le Venezuela détient les plus importantes réserves de pétrole au monde et d'importants dépôts d'or. Or, le Canada est un grand producteur pétrolier et un joueur incontournable dans l'extraction minière au niveau international. En Amérique latine, l'extraction de l'or est le domaine principal d'activité des compagnies minières canadiennes. Actuellement, 41 % des grandes compagnies minières en Amérique latine sont des compagnies canadiennes.

De toute évidence, le Canada agit ici au service des grands milieux d'affaires de ces secteurs pour qui la mise en place d'un gouvernement ouvert aux investissements et à la propriété privée étrangère serait grandement bénéfique.

Le cas du Honduras est probant à cet égard, comme l'explique Urooba Jamal dans son article intitulé *Pourquoi le Canada souhaite-t-il un changement de régime au Venezuela?* Dès 1998, le Honduras avait accueilli 40 sociétés canadiennes dans le cadre d'un programme d'aide de 100 millions de dollars offert par le Canada, peu après le passage destructeur de l'ouragan Mitch dans ce pays. Mais en 2006, le président Manuel Zelaya, élu démocratiquement, préconise l'interdiction de l'exploitation minière à ciel ouvert, entreprend la refonte de la législation minière du pays et met un terme aux nouvelles concessions minières. En 2009, un coup d'État se produit avant que la nouvelle législation minière ne soit soumise au Congrès. Stephen Harper, alors premier ministre du Canada, fut le premier dirigeant étranger à rencontrer le gouvernement issu du coup d'État et l'annonce d'un Accord de libre-échange entre le Canada et le Honduras eut lieu peu de temps après. Depuis lors, l'exploitation minière par des sociétés canadiennes s'est accrue pour atteindre 90 % de tous les investissements étrangers au Honduras!

En ce qui concerne le Venezuela comme tel, un long contentieux oppose le pays à l'industrie minière canadienne. En effet, en 2011, le président Hugo Chavez a nationalisé les mines d'or du Venezuela, saisissant notamment les concessions des compagnies canadiennes Rusoro Mining et Gold Reserve. Le 12 octobre dernier, après des années de négociations et d'arbitrage international, Rusoro Mining a accepté l'offre du gouvernement Maduro de 1,3 milliards de dollars comme règlement du litige, avec la possibilité d'un partenariat avec PDVSA (la compagnie pétrolière qui appartient au gouvernement vénézuélien) pour exploiter deux mines.

La crise actuelle au Venezuela est évidemment bien loin d'être propice à l'actualisation d'un tel règlement. Déjà, en avril 2018, le pays avait cessé ses paiements mensuels à une autre compagnie minière canadienne, Gold Reserve, qui avait accepté, en septembre 2016, un règlement semblable au montant de 1,03 milliards de dollars.

En fait, la posture du Canada est celle d'un pays colonialiste qui considère les pays du Sud comme son terrain de jeu et qui veut exploiter les ressources naturelles des pays d'Amérique latine, dans ce cas-ci le Venezuela.

Quelle voie suivre dans la situation actuelle?

Le rôle du Canada, dans ce qui n'est rien de moins qu'une tentative de coup d'État visant à renverser le gouvernement en place au Venezuela, est scandaleux. La seule approche responsable et légitime à la crise qui ébranle ce pays consiste à lever immédiatement les sanctions économiques étrangères qui étranglent carrément le Venezuela et son peuple, et à favoriser la recherche d'une solution politique authentiquement vénézuélienne par la négociation, sous les auspices de médiateurs indépendants.

Comme le rappelle avec urgence M. Idriss Jazairy, rapporteur spécial des Nations Unies sur l'impact négatif des mesures coercitives unilatérales sur la jouissance des droits humains:

> *« La coercition, qu'elle soit militaire ou économique, ne doit jamais être utilisée pour obtenir un changement de gouvernement dans un État souverain. L'utilisation de sanctions par des puissances étrangères pour renverser un gouvernement élu viole toutes les normes du droit international ».*

La trajectoire actuelle suivie par les États-Unis et leurs alliés, dont le Canada, est illégale. Et, de toute évidence, la reconnaissance de l'autoproclamation d'un chef de l'opposition comme chef d'État constitue une ingérence grossière dans les affaires intérieures d'un pays, tout comme le transfert des actifs de ce pays à ce chef autoproclamé et l'accréditation des diplomates qu'il nomme.

Les hauts cris poussés par Guaidó, Trump et Bolton concernant la situation humanitaire au Venezuela et la légèreté avec laquelle ils envisagent ouvertement une « option militaire » font craindre le pire. Rappelons-nous seulement comment les guerres menées par l'empire étasunien en vue d'un « changement de régime » sous des prétextes humanitaires ont mis de nombreux pays à feu et à sang au cours des dernières années.

Pourtant, -- dans ce cas comme dans les cas précédents d'intervention d'ailleurs - une piste diplomatique existe. C'est dans cette voie que se sont engagés le Mexique, l'Uruguay et les pays

de la Communauté des Caraïbes qui ont préparé un plan, nommé « mécanisme de Montevideo », qui n'exige pas d'élections présidentielles immédiates et qui prévoit quatre phases avec un accompagnement international. Ce plan a été présenté le 7 février 2019 à la réunion du Groupe international de contact (GIC) sur le Venezuela, lancé le 31 janvier par l'Union européenne et qui regroupe huit pays européens (Allemagne, Espagne, France, Italie, Portugal, Pays-Bas, Royaume-Uni et Suède) et cinq pays d'Amérique latine (Uruguay, Bolivie, Costa Rica, Équateur et Mexique). Donc, une majorité de pays reconnaissant Guaidó et une minorité – Mexique, Uruguay et Italie – ne le reconnaissant pas. Le GIC s'est donné trois mois pour définir un processus politique de sortie de crise via des élections. Cette option n'est pas un fantasme de quelques pacifistes idéalistes – elle existe réellement mais elle ne fait clairement pas partie de la stratégie des États-Unis et du Groupe de Lima.

Le respect du droit international et la recherche d'une solution politique authentiquement vénézuélienne par la négociation demeurent les seuls remparts contre la barbarie et le chaos d'un nouveau conflit armé. Nous devons nous insurger à tout prix contre la menace d'une nouvelle guerre qui ne présage rien de bon ni pour le peuple vénézuélien, ni pour les peuples d'Amérique latine.